



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization



Soutenir l'emploi des jeunes
en Méditerranée (YEM) par l'amélioration
des systèmes de prévision des compétences
et la promotion de l'EFTP

1. Contexte

La région méditerranéenne traverse une mutation. Des pays qui la composent sont confrontés à d'importants défis politiques et socioéconomiques et à un climat très volatil et instable. L'économie et le marché du travail dans la région présentent certains points communs, notamment un fort taux de chômage, en particulier chez les jeunes, et des économies qui ne créent pas suffisamment d'emplois pour répondre aux besoins de tous les demandeurs, ce qui entraîne chez les jeunes un désengagement et un sentiment de frustration.

L'instabilité politique et les contraintes de sécurité résultant des conflits, de l'insécurité et des situations de post-conflit sont des préoccupations majeures aux lourdes répercussions pour la croissance économique et l'emploi des jeunes dans la région, à l'origine d'une grave crise des réfugiés qui affecte des pays dans la région et en Europe.

L'état des systèmes d'enseignement et de formation est lui aussi alarmant. Beaucoup de jeunes de la région n'arrivent pas au terme du cycle d'éducation de base. Parmi ceux qui y parviennent, il existe des éléments factuels montrant que beaucoup sortent de ce cycle sans avoir acquis des compétences élémentaires en lecture, écriture, calcul et science.

En ce qui concerne l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP), les principales questions sont celles de sa pertinence, sa qualité et son attractivité, car ce secteur a tendance à attirer les élèves à faible niveau d'études. Si l'on ajoute à cela le faible professionnalisme des enseignants et le manque d'adéquation de ce secteur au marché du travail (UNESCO, 2014¹), force est de constater que l'EFTP est considéré comme une filière de dernier recours pour les jeunes.

Bien que les pays de la région soient loin d'offrir une homogénéité en termes de situation socioéconomique, de marché de l'emploi et de systèmes d'enseignement et de formation, il ressort de différents rapports et évaluations (Banque mondiale, 2008² ; ETF/Banque mondiale, 2006³ ; UNESCO, 2011⁴ ; UNESCO 2015 ; ETF, 2017) que dans le domaine de l'EFTP certains sont confrontés à des difficultés communes, notamment :

1. un manque d'institutions capables d'évaluer et prévoir la demande de compétences du marché du travail. Les informations concernant le marché du travail ne sont ni suffisantes ni systématiquement prises en compte dans les programmes scolaires ;
2. un manque d'engagement et de participation du secteur privé en termes de prévision et de recensement des besoins de compétences et de mise en adéquation de l'offre et la demande dans ce domaine ;
3. d'importants problèmes de qualité des programmes d'EFTP : enseignants peu ou pas qualifiés, programmes scolaires obsolètes, défaut d'infrastructures et de ressources pour l'enseignement et l'apprentissage ;
4. incapacité à attirer des jeunes dans les filières d'EFTP.

¹ UNESCO, Technical and Vocational Training Teachers in the Arab region (2014), <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002311/231160e.pdf>

² http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/EDU_Flagship_Full_ENG.pdf

³ http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1126210664195/1636971-1126210694253/TVET_Knowledge_Economy.pdf

⁴ Technical and Vocational Education and Training in the Arab region (2011, inédit).

En outre, les pays touchés par la crise syrienne sont confrontés à d'autres difficultés et problèmes, notamment celui d'offrir aux réfugiés des opportunités de développement de leurs compétences et de gérer leur intégration dans le marché du travail.

L'élaboration et la mise en œuvre des politiques se sont heurtées au fait que l'EFTP dépend des domaines de compétences à la fois des ministères de l'éducation et de l'emploi. Au sein des gouvernements, l'EFTP peut relever de différentes entités en charge de l'enseignement secondaire et supérieur. Dans beaucoup de pays de la région, l'apparition de stratégies cohérentes pour l'EFTP a été étroitement corrélée à la constitution d'un organisme – agence spécialisée ou ministère unifié – chargé de formuler des politiques dans ce domaine et de superviser leur application. Dans les pays où de tels organismes n'ont été mis en place que récemment (par exemple en Jordanie) ou dans ceux où la gouvernance de l'EFTP a été déplacée à plusieurs reprises (par exemple en Algérie), cela semble avoir retardé la formulation et la mise en œuvre des politiques⁵.

La question de l'égalité des genres dans l'EFTP relève de nombreuses parties prenantes et a fait l'objet de discussions dans différents contextes au fil du temps. Il s'agit d'une préoccupation majeure dans l'agenda Éducation 2030 et dans la Stratégie pour l'EFTP de l'UNESCO. Selon l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), les femmes constituaient 43 % des étudiants de l'enseignement professionnel secondaire à l'échelle mondiale en 2014, mais seulement 38 % dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord.

Dans cette dernière région, les femmes ont moins de probabilités que les hommes d'acquérir des compétences utiles à l'emploi hors de l'éducation formelle. En Égypte, seulement 5 % des femmes déclarent avoir obtenu une formation auprès d'autres artisans, contre 46 % des hommes. En conséquence, les femmes possèdent un éventail plus restreint et moins diversifié de compétences négociables sur le marché du travail que les hommes. Ces limitations réduisent leur capacité à ajuster leurs compétences pour répondre aux attentes des employeurs du secteur privé⁶.

Cela se traduit par une faible présence des femmes sur le marché du travail. Ainsi, en 2016, le taux de participation des femmes à la population active (22 %) dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord était très inférieur à celui des hommes (75 %). En outre, les femmes représentent entre 23 % et 26 % des employeurs dans l'ensemble des régions, mais seulement 5 % environ dans la région Moyen-Orient/Afrique du Nord⁷.

2. Stratégie d'intervention

Pour remédier à cette situation, les gouvernements et d'autres parties prenantes de la région (acteurs du secteur privé, prestataires d'EFTP, société civile, organisations de jeunes, etc.) doivent trouver de nouvelles façons de mettre en adéquation l'offre d'EFTP avec les besoins des individus et du marché du travail, afin de favoriser plus largement l'emploi et le développement durable. Il faut également accroître l'attractivité de l'EFTP, en particulier pour les femmes, par un travail de sensibilisation, la promotion des opportunités d'apprentissage tout au long de la vie et l'amélioration de la qualité et la pertinence de l'offre d'EFTP.

Compte tenu de la similitude des problèmes, il existe un intérêt à l'échange d'expériences entre les pays de la région pour soutenir les réformes menées au niveau national. Étant donné que la réforme des systèmes d'EFTP connaît des progrès variables d'un pays à l'autre, il faut également une

⁵ UNESCO. 2014. *Technical and vocational teachers and trainers in the Arab region*. <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002311/231160e.pdf>

⁶ Banque mondiale. 2013. *Opening doors: Gender equality and development in the Middle East and North Africa*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/338381468279877854/pdf/751810PUB0EPI002060130Opening0doors.pdf>

⁷ UNESCO. 2017 (à paraître). *Opening doors for girls and women*.

approche pour répondre aux besoins propres à chaque pays bénéficiaire en offrant des opportunités jumelées dans toute la région. C'est sur la base de ce constat que cette nouvelle initiative régionale intitulée « **Soutenir l'emploi des jeunes en Méditerranée** » (YEM) est proposée pour financement par l'Union européenne.

Au niveau des politiques, la proposition correspond à la **nouvelle Stratégie pour l'EFTP de l'UNESCO (2016-2021)**⁸, qui donne la priorité au dialogue inclusif sur les politiques et au renforcement des capacités des parties prenantes pour promouvoir des transformations de l'EFTP favorisant l'emploi des jeunes et l'entrepreneuriat.

L'emploi et l'employabilité, en particulier des jeunes, constituent une autre priorité commune de coopération dans la **nouvelle Politique européenne de voisinage**. Le communiqué conjoint sur l'examen de la Politique européenne de voisinage affirme que l'Union européenne **peut contribuer à améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre locale et à axer les efforts sur le développement des aptitudes et des compétences et la création d'opportunités, en particulier pour les jeunes femmes et les jeunes hommes**. Au niveau des politiques, une coordination étroite avec les délégations de l'UE dans les pays bénéficiaires ainsi qu'avec la Fondation européenne pour la formation (ETF) est nécessaire, car les domaines d'action couverts sont au cœur du mandat de l'ETF. Une attention particulière doit être prêtée aux examens du processus de Turin, avec l'Union pour la Méditerranée (UpM) dans le cadre de la dernière réunion ministérielle de l'UpM sur l'emploi et du travail (septembre 2016), à la Feuille de route de l'UpM⁹ et aux projets connexes menés dans la région, à l'image de l'Initiative européenne pour l'emploi (Med4Jobs)¹⁰ et du projet « Youth Match » (mis en œuvre par la GIZ).

Au niveau opérationnel, la proposition s'inspire des avancées du projet financé par l'Union européenne et mené par l'UNESCO des Réseaux de la jeunesse méditerranéenne (NET-MED Youth) et du projet GEMM piloté par l'ETF. Le projet s'appuiera en particulier sur les méthodes de prévision des compétences mises en œuvre et renforcera les partenariats et les capacités développées au niveau institutionnel avec des partenaires techniques nationaux ciblés¹¹. En outre, YEM sera mis en œuvre en articulation étroite avec des programmes bilatéraux existants financés par l'Union européenne dans la région¹² et des projets dirigés par un bureau de l'UNESCO tels que le projet de développement des compétences financé par la Finlande à destination des réfugiés syriens et des jeunes Libanais.

Par ailleurs, comme les disparités entre hommes et femmes restent particulièrement marquées dans les États arabes, et dans le but de faire avancer la réalisation de l'Objectif de développement durable 4 et en particulier de ses cibles 4.3 et 4.5¹³, YEM sera conçu conformément à l'Engagement

8. <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002438/243804e.pdf>

9. <http://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2017/01/UfM-Roadmap-23-JAN-2017.pdf>

10. <http://ufmsecretariat.org/mediterranean-initiative-for-jobs-med4jobs/>

11. Dans le cadre du projet NET-MED Youth, les partenaires techniques nationaux ciblés incluaient l'observatoire national tunisien de l'emploi et des qualifications (ONEQ) sous la tutelle du Ministère de la formation professionnelle et de l'emploi, le Haut-Commissariat marocain pour la planification (HCP), le Ministère jordanien de la planification et de la coopération internationale (MOPIC), l'Institut palestinien de recherche économique (MAS), le Ministère israélien du travail et des affaires sociales, le Ministère algérien des finances (MDF) et le Bureau national libanais de l'emploi (NEO).

12. Cela englobe toutes les actions actuelles de soutien aux systèmes d'EFTP pour répondre aux besoins du marché du travail, notamment les programmes PAJE et AFEQ en Algérie, et E4C, etc.

13. Cible 4.3 : D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable. Cible 4.5 : D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.

stratégique pour l'égalité entre les femmes et les hommes pour la période 2016-2019 et au Plan d'action pour l'Égalité des genres de l'UNESCO 2014-2021 (GEAP II)¹⁴.

Pour tous les pays, l'objet central de ce projet est de comprendre comment collecter et utiliser efficacement des données sur les besoins de compétences et de les traduire en mesures et programmes politiques pertinents ainsi que de mettre en place une gouvernance adaptée pour garantir une bonne coordination entre les principales parties prenantes de la région.

Les pays du Voisinage Sud expriment un vif intérêt pour la collecte, le traitement et la diffusion d'informations appropriées sur les futurs besoins de compétence en vue de mieux planifier les politiques de l'emploi, de l'éducation et de la formation et d'éviter l'inadéquation des compétences sur le marché du travail. Les marchés de l'emploi ne sont nullement statiques et sont sujets à des fluctuations structurelles et conjoncturelles qui sont la conséquence de mutations technologiques, de changements climatiques ou de migrations de la main-d'œuvre. D'importantes difficultés se posent aux pays pour faire en sorte que leurs systèmes d'enseignement et de formation puissent fournir la combinaison de compétences idéale et que les apprenants possèdent les outils et les capacités adaptés pour mener cette évaluation itérative. Toutefois, la prévision des compétences à l'aide de projections quantitatives reste un outil dans le large éventail des méthodes de recensement des besoins de ressources qui combine avec succès diverses techniques pouvant être mises en œuvre en fonction du niveau considéré (individu/entreprise ; régions/secteurs ; national/macroéconomique) et de l'échéance prévue (court, moyen et long terme).

En outre, le processus qui englobe les discussions ainsi que l'utilisation et la diffusion des résultats auprès d'un éventail inclusif de parties prenantes clés à des fins d'élaboration des politiques, de plaidoyer et d'information nécessite un cadre institutionnel structuré et pérenne. Compte tenu de la situation et des besoins propres à chaque pays, YEM inclura le groupement de pays à sa phase de démarrage, sur la base des avancées du projet NET-MED Youth et des enseignements tirés du GEMM¹⁵.

YEM associera des exercices d'évaluation et de prévision des compétences à des défis spécifiques en matière de politiques, notamment la création de filières d'apprentissage performantes, l'amélioration de l'apprentissage fondé sur le travail et de l'entrepreneuriat et l'accroissement de l'attractivité des filières d'EFTP. Il facilitera l'analyse et l'utilisation des données par les responsables de la conception des programmes scolaires et les dirigeants d'établissements d'EFTP. Un ciblage sectoriel ou local sera également pris en considération.

3. Modalités de coopération régionale et synergies

Le projet portera sur la constitution d'une plate-forme régionale et sous-régionale en vue de favoriser la coopération et une communauté de pratique (notamment par le biais du Réseau UNESCO-UNEVOC) dans le domaine de l'EFTP et de l'emploi dans la région (notamment les autorités locales et nationales en charge de l'EFTP) et de l'entrepreneuriat et l'emploi (Ministères du travail et de l'emploi, services publics de l'emploi et prestataires de l'EFTP, entre autres). Les fédérations d'employeurs, les syndicats et la société civile seront parties prenantes de la plate-forme.

Le projet consistera à créer des directives méthodologiques, un corpus de connaissances, ainsi que des données et des analyses sur l'évolution de l'EFTP et du marché du travail qui seront mis à la disposition des parties prenantes régionales et nationales.

¹⁴. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002272/227222f.pdf>

4. Logique d'intervention

OBJECTIF GLOBAL

L'objectif global du projet consiste à aider les pouvoirs publics nationaux ainsi que le secteur privé, les prestataires de l'EFTP et les organisations de jeunes du Voisinage Sud à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des politiques, stratégies et programmes d'enseignement technique et professionnel pertinents qui contribueront à améliorer l'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes dans la région. Pour ce faire, il fera appel à une approche régionale et sous-régionale consolidée.

OBJECTIFS PARTICULIERS

Les objectifs particuliers du projet sont les suivants :

1. Renforcer les capacités des pays du Voisinage Sud pour l'évaluation et la prévision des demandes du marché du travail et le partage et l'utilisation des résultats obtenus pour éclairer les décisions politiques et programmatiques dans le domaine de l'EFTP ;
2. Utiliser les résultats de l'évaluation et la prévision des compétences pour promouvoir des filières d'EFTP de qualité par le biais de l'apprentissage fondé sur le travail et l'entrepreneuriat, les compétences numériques et améliorer l'égalité des genres.
3. Renforcer la coopération régionale dans le domaine de l'EFTP en mettant l'accent sur les questions d'évaluation et de prévision des compétences.

➤ **Résultat 1 – Renforcement des systèmes nationaux pour l'évaluation et la prévision des besoins de compétences**

En s'appuyant sur les avancées réalisées dans le cadre du projet NET-MED Youth et en tenant compte de l'hétérogénéité des situations et des progrès obtenus en fonction des contextes nationaux, le résultat escompté 1 de YEM consistera à renforcer et développer encore les systèmes nationaux pour l'évaluation et la prévision des besoins de compétences. Cela se fera grâce au développement et l'utilisation d'outils appropriés et la constitution de capacités correspondantes pour leur permettre de réaliser des projections de compétences, de discuter des résultats et d'éclairer l'élaboration des politiques (notamment prévision, prospective, études d'entreprise et outils numériques, etc.). En outre, l'articulation des actions au titre du résultat 1 et du résultat 3 visera à améliorer le dialogue régional et national sur les futurs besoins de compétences au moyen de plateformes nationales de parties prenantes et d'activités de réseautage/d'apprentissage entre pairs par le biais de la Plate-forme régionale. Afin de prendre en considération les progrès accomplis et d'encourager l'apprentissage entre pairs et le partage de connaissances au niveau régional, les pays seront divisés en deux groupes.

➤ **Résultat 2 – Promotion de l'EFTP en tant que filière attractive et de qualité, en particulier pour les jeunes femmes**

En s'appuyant sur les conclusions de l'évaluation et la prévision des besoins de compétences, ce résultat escompté a pour but de favoriser une diffusion et une utilisation efficaces des conclusions dans plusieurs domaines de l'EFTP en ciblant particulièrement les programmes de formation, les prestataires de formation, ainsi que l'orientation et l'accompagnement de carrière. Il aidera les pays à assurer une boucle de rétroaction vertueuse entre les acteurs du marché du travail, de l'enseignement et de la formation. Les activités planifiées ont pour but de mettre au point une approche appropriée pour une boucle de rétroaction en vue d'accroître la réactivité des systèmes de formation face aux évolutions des besoins de compétences ainsi que de répondre aux pénuries de compétences et de remédier aux inadéquations par l'entrepreneuriat et l'apprentissage fondé sur

le travail, en renforçant le rôle des employeurs dans l'offre de formation. Un ciblage sectoriel sera adopté sur la base des conclusions du Résultat 1.

➤ **Résultat 3 – Création d'une plate-forme régionale de coopération en matière d'évaluation et de prévision de l'évolution des besoins de compétences**

En plus des activités nationales, des activités régionales et sous-régionales de réseautage, d'apprentissage entre pairs et de partage des connaissances seront mises en œuvre afin de consolider les progrès accomplis au niveau national pour une diffusion active des bonnes pratiques. Une Plate-forme régionale, y compris à travers des réunions virtuelles et en ligne, accueillera ces activités et inclura des membres d'une équipe nationale d'experts (constituée dans le cadre du projet NET-MED Youth) ainsi que les principaux membres concernés des comités nationaux du programme GEMM sur la gouvernance de l'EFTP.

L'objectif premier de cette plate-forme régionale et sous-régionale sera de faciliter la coopération et l'échange de connaissances entre les principaux acteurs régionaux de l'analyse et la prévision des compétences. Elle sera axée sur l'adoption d'un point de vue régional sur les méthodes présentes et futures de la prévision des compétences, l'utilisation des résultats pour la prise de décisions et la gouvernance effective des systèmes de prévision des compétences.

Elle sera également axée sur le suivi de l'état actuel des exercices de prévision des besoins de compétences réalisés dans différents pays et celui des évolutions en cours au niveau international. Par le biais de l'apprentissage entre pairs, la plate-forme visera à améliorer la compréhension des différents moteurs et leviers des politiques qui président à la création d'initiatives de prévision des compétences et de l'influence qu'exercent sur eux les priorités nationales ou régionales ainsi que le contexte socioéconomique. Enfin, elle explorera l'évolution de la situation en ce qui concerne l'anticipation des nouvelles tendances en termes de compétences et de besoins de compétences dans certains secteurs dans l'ensemble des pays, en ciblant particulièrement les économies vertes et numériques.